

Marié à un autre homme : Le dilemme israélien en Palestine

par Ghada Karmi

Actuellement, tout le monde a les yeux tournés vers les moindres détails de la politique intérieure palestinienne. Un gouvernement palestinien d'unité va-t-il se former ? Pourra-t-il mettre fin aux combats qui opposent les factions les unes aux autres ? Israël et l'Amérique voudront-ils traiter avec lui ? Sera-t-il reconnu par le Hamas ? Au milieu de tout ce débordement d'activité, on en a presque oublié l'occupation par Israël et ce qui est à l'origine du conflit a été totalement perdu de vue. Et pourtant, ce n'est qu'en revenant aux causes premières du problème, en se rappelant à quel point le projet sioniste était, dès le départ, complètement erroné, que l'on peut trouver la solution.

Lorsqu'en 1897, les sionistes ont décidé d'établir un Etat Juif en Palestine, ils ne pouvaient pas ignorer qu'elle était habitée par une population autochtone non juive. Comment créer durablement un Etat destiné à un autre peuple sur une terre déjà habitée ? C'est cette quadrature du cercle qui constitue le cœur du dilemme d'Israël depuis la création de cet Etat et qui est à la base du drame Palestinien qui s'en est suivi. Il ne pouvait en être autrement compte tenu de ce que les sionistes voulaient mettre en œuvre : un projet contre nature et selon toutes les apparences, impossible à faire fonctionner, qui consistait à installer une population exclusivement juive, définie selon des critères ethniques, qui était censée prospérer éternellement sans tenir compte de l'opposition de la population locale. Il était inévitable qu'un projet nécessitant la mainmise sur une terre déjà habitée par une population qui était définie comme devant être rejetée d'emblée de par son appartenance ethnique, ne pouvait être mené à bien qu'en employant la force et la contrainte. Pour pouvoir perdurer, le nouvel Etat ainsi créé devait constamment maintenir une supériorité militaire et compter sur le soutien sans faille de ceux qui l'avaient mis en place, les puissances occidentales. Cela impliquait que les Arabes devraient demeurer trop faibles et divisés pour opposer une résistance quelconque et, le cas échéant, l'armée israélienne devait être assez puissante pour écraser rapidement toute velléité d'opposition.

Tel est, en substance, le projet sioniste dont les objectifs ont été réalisés par la création de l'Etat d'Israël en 1948, mais qui n'a jamais réussi à résoudre le problème des palestiniens ni parvenir à

s'en débarrasser. Ce n'est pas que les Israéliens n'aient pas essayé par tous les moyens. Ils ont chassé ou obligé à fuir les trois quarts des habitants de Palestine en 1948, une année noire dans l'histoire du peuple palestinien, que depuis, ils appellent la Nakba ce qui signifie la catastrophe. Dès 1948, Israël s'est efforcé par tous les moyens d'effacer toutes les traces de la présence arabe dans le pays afin d'annihiler le caractère arabe et l'histoire propre de l'ancienne Palestine. Les villages ont été détruits et dans toute la Palestine les noms de lieux ont été remplacés par des noms hébreux afin d'effacer jusqu'au souvenir des premiers habitants. Aucun Palestinien n'a jamais reçu l'autorisation de revenir chez lui pour y vivre et Israël n'est jamais revenu sur sa politique, n'a jamais rapatrié les réfugiés, au mépris des exigences du droit international, de la morale et tout simplement d'un souci d'humanité. Au contraire, durant les soixante années passées, Israël a profité de toutes les occasions pour chasser davantage encore de Palestiniens — pendant la guerre des 6 jours en 1967, quand 250 000 personnes ont été déplacées de Jérusalem Est et d'autres encore ont été chassées grâce à un ensemble de mesures et d'astuces administratives. Depuis la deuxième Intifada, Israël a fait de la vie dans les territoires occupés un véritable enfer en espérant forcer les Palestiniens à partir.

Pourtant tous ces efforts constants pour chasser les Palestiniens de ce pays que les Israéliens considèrent comme leur propriété exclusive, restent à ce jour infructueux. Avec le temps, le nombre des palestiniens augmente de sorte que certaines projections prévoient qu'à l'échéance de 2020, ce seront les Palestiniens qui seront majoritaires sur l'ensemble du territoire Israël/Palestine. Malgré l'oppression et l'occupation, la présence politique des Palestiniens est mieux reconnue sur la scène internationale qu'elle ne l'a jamais été. L'idée que les Palestiniens doivent avoir leur propre Etat est universellement acceptée même à l'intérieur d'Israël, et quand bien même les frontières exactes de l'Etat palestinien ainsi que d'autres caractéristiques restent encore à déterminer. La seule réponse d'Israël à cette situation est toujours plus de violence, toujours plus de politique du « fait accompli ». La moitié des territoires de Cisjordanie sont aux mains des Israéliens ; la ville de Jérusalem est méconnaissable tant elle a été « judaïsée », la majeure partie de l'agglomération a été expropriée et les perspectives

d'instabilité et d'augmentation des violences entre les deux parties ne font que croître. Personne n'a la volonté ni la capacité de contrôler les faits et gestes d'Israël et le problème semble insoluble.

Cela fait des dizaines d'années que la mise en place de deux Etats est présentée comme la seule issue permettant aux Israéliens et aux Palestiniens d'avancer. Ceux qui s'obstinent à proposer cette solution n'ont, de toute évidence, jamais regardé une carte des territoires occupés ni compris quoi que ce soit au sionisme. La politique d'Israël consistant à créer le fait accompli sur le terrain met hors d'atteinte toute possibilité d'établir une Palestine souveraine viable et par là même met fin à la solution des deux Etats. Rien ne vient s'opposer à la colonisation et l'atomisation de la Cisjordanie par Israël, et les territoires palestiniens, supposés être un Etat, ressemblent désormais à un enchevêtrement de colonies juives, de voies de contournement et de barrières. Il n'est plus possible d'envisager que Jérusalem soit une capitale palestinienne, quant à Gaza, elle est isolée, entourée de colonies israéliennes, coupée de tout.

Comment sortir de cette impasse ? Il n'existe qu'une seule solution. L'origine du conflit ne date pas de 1967 comme veulent le faire croire ceux qui proposent la solution des deux Etats, mais de 1948. L'occupation par Israël des territoires de 1967 est un symptôme mais ce n'est pas l'origine du mal. La seule façon de traiter la cause c'est de créer un seul Etat englobant Israël et la Palestine pour essayer de réparer tous les torts causés par le sionisme. Même si cette solution se heurte à d'énormes obstacles c'est indéniablement la seule façon juste et réaliste qui permette qu'Israéliens et Palestiniens vivent ensemble sur une terre qu'ils considèrent comme la leur.

S'il n'y avait qu'un seul Etat, aucun colon israélien ne serait obligé de déménager et aucun Palestinien ne serait soumis à l'occupation. Les rares ressources du pays pourraient être partagées sans qu'Israël ne vole la terre et les ressources en eau aux palestiniens en les laissant mourir de faim et de soif. Jérusalem serait la ville des deux peuples et ne serait pas le territoire exclusif d'Israël à la fureur des Arabes, des musulmans et des chrétiens et au mépris du droit international. Les réfugiés palestiniens auraient le droit de revenir dans leur pays à défaut de retrouver leur maison. Ce serait pour eux la fin d'une

existence ravagée et d'un long exil ; les Etats qui les ont accueillis seraient enfin soulagés d'un poids qu'ils supportent depuis plus de cinquante ans. Etre chassé de chez soi est comme une plaie béante qui a entretenu à la fois un sentiment d'amertume chez des générations de Palestiniens et leur résistance ; cette plaie pourrait enfin se refermer. Si les problèmes les plus essentiels étaient ainsi résolus, toute cause de conflit entre les deux parties disparaîtrait et les Etats arabes pourraient alors pleinement et sincèrement faire place en leur sein à la présence israélienne.

De plus, ce résultat pourrait également par extension mettre fin à cette fureur que les islamistes dirigent contre les israéliens et les Juifs et qui attise constamment la violence et le terrorisme. L'hostilité arabe, réelle ou imaginaire à laquelle les Israéliens sont en permanence confrontés qui les oblige à maintenir leur Etat par la force de leur supériorité militaire et de l'appui des Américains prendrait fin. Israël qui est devenu l'endroit du monde le plus dangereux pour les Juifs pourrait, s'il était transformé en un nouvel Etat partagé (avec les palestiniens) devenir pour eux un refuge véritable. La mise en place d'une politique normale d'immigration, une fois que les réfugiés palestiniens auraient pu revenir dans leur pays, pourrait être mise en place et tous, Juifs ou autres qui souhaiteraient vivre en Palestine/Israël pourraient le faire selon des règles équitables et acceptées par tous.

La solution d'un seul Etat est la voie la plus simple, directe et logique pour mettre fin à un conflit insoluble qui, depuis des années détruit l'existence de tant de gens et qui a porté un énorme préjudice à toute la région du Moyen Orient. Contrairement à ce que beaucoup pensent, ce n'est pas une idée révolutionnaire mais bien plutôt le moyen de revenir en arrière, de redonner vie à un territoire détruit par un demi siècle de division, de colonisation et de pillage et de lui redonner l'intégrité qu'il avait avant 1948. Cela représente le rejet salutaire de la division en faveur de l'unité et d'une envie très humaine de vivre en coopération plutôt que dans l'affrontement. Pour les Juifs israéliens, cela offre la perspective d'apprendre à vivre ensemble avec les Arabes palestiniens, à établir des relations d'amitié et de collaboration qui peuvent donner des perspectives passionnantes et productives au lieu d'être condamnés à l'impasse vers laquelle Israël les conduit.

Le nouvel ouvrage de Ghada Karmi : *Married to Another Man: Israel's Dilemma in Palestine*, paraîtra en Juin 2007 en Grande Bretagne, publié par les éditions Pluto Press.